

**Département de la Loire
Commune de Saint Denis sur Coise**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 28 novembre 2019**

Nombre de membres :

Afférents au Conseil Municipal : 15

En exercice : 13

Qui ont pris part à la délibération : 12

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Denis-sur-Coise dûment convoqué s'est réuni le jeudi 28 novembre 2019 à 20h00, salle de la Mairie, sous la présidence de Daniel BONNIER, Maire.

Date de convocation : 22 novembre 2019

Date d'affichage : 22 novembre 2019

Présents : Daniel BONNIER, Jean-Louis CASSE, Antoine CARTERON, Florence BAILLY, Bernard BONNIER, Stéphane BARCET, Ludovic FARGÈRES, Elisabeth VERICEL, Georges FAURE, GOUTTENOIRE Judicaël, Isabelle FONT, Axel BERTHOIX.

Absente excusée : Irène CHARBONNIER

Secrétaire de séance : Jean-Louis CASSE

D/2019-11-1

Objet : Prescription de la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), et définition des modalités de concertation retenues

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de St Denis sur Coise a été approuvé le 2 juillet 2009, et a fait l'objet d'une modification approuvée le 24 février 2011.

Monsieur le Maire explique que ce document ne correspond plus aux exigences actuelles en matière d'aménagement du territoire et que les nombreuses évolutions législatives et réglementaires doivent être prises en compte.

Une révision générale du PLU s'impose donc.

Cette procédure poursuivra les objectifs suivants :

- mettre le document d'urbanisme communal en compatibilité avec le SCoT des Monts du Lyonnais (actuellement en cours de modification pour retrouver son application notamment sur la commune de St Denis sur Coise),
- l'adapter aux problématiques liées au développement durable, et notamment à la nécessaire maîtrise et l'optimisation de la consommation du foncier par une planification rigoureuse tout en maintenant un taux de croissance acceptable pour la commune,
- appliquer les dispositions issues de la loi ENE (portant Engagement National pour l'Environnement, dite « Grenelle 2 ») du 12/07/2010, de la loi ALUR (pour un Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové) du 24/03/2014, de la LAAAF (Loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt) du 13/10/2014, de la loi dite « Macron » (pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) du 06/08/2015, de la loi TECV (relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte) du 17/08/2015, de la loi ELAN (pour l'Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique) du 16/10/2018...

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214202160-20191128-D2019-11-1-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2019

Il convient également de définir des modalités de concertation qui permettent au public d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et propositions au cours des travaux de révision du PLU.

Monsieur le Maire fait par ailleurs mention de l'article L.153-11 du code de l'urbanisme qui donnera la possibilité, une fois que le nouveau débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable aura eu lieu, « de surseoir à statuer, (...) dans les conditions et délai prévus à l'article L.424-1, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan (...). »

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.101-2, L.103-2 à 6, L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants, L.151-1 et suivants et R.151-1 et suivants, L.153-31 à 33 et R.153-11, et R.153-20 à 22 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le PLU de St Denis sur Coise approuvé le 2 juillet 2009 et modifié le 24 février 2011 ;

Considérant que la commune de St Denis sur Coise doit procéder à la révision de son document d'urbanisme pour les raisons évoquées ci-avant ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,
A l'unanimité,

1. DECIDE de prescrire la révision du plan local d'urbanisme, sur l'ensemble du territoire communal, conformément à l'article L.123-1 III du code de l'urbanisme

2. DECIDE que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- Articles sur les avancées des travaux dans le bulletin municipal annuel
- Informations dans les comptes-rendus mensuels de conseil municipal lorsque ce sujet sera à l'ordre du jour,
- Tenue en mairie d'un cahier de concertation à la disposition de la population locale destiné à recueillir ses observations et suggestions durant le temps de la procédure,
- Tenue d'au moins une réunion publique d'information au cours de la procédure.

3. AUTORISE Monsieur le Maire à lancer la consultation permettant le choix d'un ou plusieurs bureaux d'études chargé(s) d'accompagner la commune dans la révision de son PLU,

4. **DONNE** délégation à Monsieur le Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la procédure de révision du PLU,
5. **DECIDE** de solliciter l'Etat, conformément à l'article L.132-15 du code de l'urbanisme, pour qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les frais d'études et d'établissement des documents liés à la révision du PLU,
6. **PRECISE** que les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU seront inscrits au budget des exercices considérés,
7. **PRECISE** que la présente délibération sera notifiée :
 - au Préfet de la Loire,
 - aux présidents du Conseil Régional d'Auvergne Rhône Alpes et du Conseil Départemental de la Loire,
 - aux présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture de la Loire,

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur

042-214202160-20191128-D2019-11-1-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 05/12/2019

- au Président de la Communauté de Communes des Monts du Lyonnais, établissement de coopération intercommunale compétent en matière de programme local de l'habitat (PLH) et porteur du schéma de cohérence territoriale (SCoT, en cours de modification).
8. **MENTIONNE** que la présente délibération sera transmise :
- au centre régional de la propriété forestière (CRPF) pour l'informer de la procédure
 - au Sous-préfet de Montbrison,
 - aux Maires des communes limitrophes : Châtelus, Grammond, Chevrières, Chazelles-sur-Lyon, Pomeys, St Symphorien sur Coise, Coise.
9. **PRECISE** que conformément à l'article R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs de la commune.
10. La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.
11. **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé au registre tous les membres présents.

Pour copie conforme
Le Maire, Daniel BONNIER

Pour copie conforme
Le Maire, Daniel BONNIER

